

Comité social d'administration d'établissement (CSAE)

Procès-verbal de la séance du mercredi 1^{er} février 2023

La séance du comité social d'administration d'établissement est ouverte à 9h40, sous la présidence de monsieur Vincent NIOT, Vice-Président du CA en charge des moyens (RH, finances et patrimoine).

Sont présents :

Représentants de l'établissement :

- Mme Valérie WADLOW – Directrice Générale des Services

Représentants des personnels avec voix délibérative (par ordre alphabétique) :

- M. Christophe AL-SALEH (CGT-FERCSup)
- Mme Laure BRISOUX-DEVENDEVILLE (FO-ESR)
- Mme Isabelle DE TOMI (SGEN-CFDT)
- Mme Muriel DUHAUPAS (SNPTES-UNSA)
- M. Laurent JOSSE (SNPTES-UNSA)
- M. Jean-Paul KAUFMANT (FO-ESR)
- M. Paul LANGA (SGEN-CFDT)
- Mme Pascale MONNIER (FSU)
- M. Jean-Philippe MORIN (FSU)
- Mme Luciane ZABIJAK (FSU)

Représentants des personnels suppléants (par ordre alphabétique) :

- M. Abbed BOUMEDIENE (SNPTES-UNSA)
- M. Eddy CASSEN (FSU)
- Mme Anne GODET (FSU)
- Mme Stéphanie GOUILLART (FO-ESR)
- Mme Flavie HERBETTE (SGEN-CFDT)
- Mme Caroline MALLET (SNPTES-UNSA)
- M. Aurélien PRIMOT (FO-ESR)

Assistent également au CSAE :

- M. Emmanuel BERTHE – Directeur Général Adjoint des Services P.ReM / DRH (par intérim)

Monsieur Emmanuel BERTHE est désigné secrétaire de séance.

Le président de séance fait appel à candidature pour la désignation d'un secrétaire adjoint de séance. Sur proposition de l'intéressée, madame Luciane ZABIJAK est désignée secrétaire adjointe de séance.

Le président de séance aborde l'ordre du jour :

1. Installation des membres du CSAE.
2. Adoption du règlement intérieur.
3. Création de l'UFR d'odontologie.
4. Questions diverses.

■ INSTALLATION DES MEMBRES DU CSAE :

Le président de séance procède à l'installation du comité social d'administration d'établissement. À cet effet, sont précisés les points suivants :

Les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ont fusionné à compter au 1^{er} janvier 2023 au sein d'une nouvelle instance, le comité social d'administration d'établissement (CSAE).

Par ailleurs, est créée au sein du CSAE une formation spécialisée (FS) en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (SSCT) – le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants étant identique à celui du comité.

Le comité social d'administration d'établissement est composé de :

- 2 représentants de l'administration :
 - le Président de l'UPJV (ou son représentant)
 - la Directrice Générale des Services (ou son représentant) – en qualité de responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines
- 10 membres titulaires et 10 membres suppléants représentant les personnels.

Seuls les représentants des personnels disposent du droit de vote. Ils sont élus pour 4 ans, au scrutin de liste, les listes de candidats étant présentées par les organisations syndicales.

Le CSAE a été constitué à l'issue des élections professionnelles de décembre 2022.

Elections 2022 (CSAE)	
Nombre d'inscrits	→ 2 492
Nombre de votants	→ 816
Taux de participation	→ 31,09%
Bulletins blancs ou nuls	→ 41 (5%)
Suffrages valablement exprimés	→ 775 (94,9%)

Répartition des votes et des sièges au CSAE :

Organisation syndicale	Nombre de voix		Nombre de sièges
FSU	217	→ 28,0%	3
SGEN-CFDT	165	→ 21,3%	2
SNPTES-UNSA	145	→ 18,7%	2
FO-ESR	164	→ 21,2%	2
CGT-FERCSup	84	→ 10,8%	1
			10

Au niveau des représentants des personnels, le comité social d'administration de l'UPJV est composé de :

- 9 femmes (5 en qualité de représentantes titulaires des personnels et 4 en qualité de suppléantes) et de 11 hommes (5 en qualité de représentants titulaires des personnels et 6 en qualité de suppléants)
- 8 enseignants / enseignants-chercheurs et 12 personnels BIATSS¹.

Le président de séance invite les membres du comité à se présenter.

¹ : Personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé.

Concernant les attributions du CSAE, il est précisé que le comité est une instance de consultation chargée d'examiner les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, son champ de compétences étant limité à des questions d'ordre collectif. Le CSAE est ainsi consulté sur les questions et projets de textes relatifs notamment² :

- à l'organisation et au fonctionnement des services ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de lutte contre les discriminations ;
- aux lignes directrices de gestion (LDG) en matière de mobilité, de promotion et valorisation des parcours professionnels ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services ;

■ ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR :

Le règlement intérieur est commun au comité social d'administration d'établissement et à la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT). Il est adopté par les seuls membres du CSAE, sachant que les représentants du personnel de la FS-SSCT ont eu la possibilité d'émettre des observations et suggestions sur le projet qui leur a été communiqué à cette fin.

Par rapport au projet de règlement transmis aux représentants du personnel, il est donné une suite favorable aux demandes de modifications suivantes :

- Dispositions communes au CSAE et à sa formation spécialisée :

Article 3 :

- 1^{er} alinéa : « Le CSAE et la formation spécialisée SSCT tiennent au moins ~~[deux]~~ quatre réunions par an, sur convocation de leur président, ou, dans le délai maximum ~~[deux]~~ d'un mois, sur demande écrite de la moitié au moins des représentants du personnel titulaires concernés. »
- 3^{ème} alinéa : la mention « L'avis du comité se substitue alors à celui de la formation spécialisée. » est supprimée.

Article 4 : « [...] Les convocations sont adressées par voie électronique aux membres titulaires de ces instances, ~~[en principe]~~ au moins quinze jours avant la date de la réunion. Les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions sont adressés par voie électronique au plus tard ~~[sept]~~ huit jours avant la date de la séance. »

Article 5 : « [...] L'information s'effectue par voie électronique, ~~[en principe]~~ au moins quinze jours avant la date de la réunion. Les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions sont adressés par voie électronique au plus tard ~~[sept]~~ huit jours avant la date de la séance. »

Article 6 : « Les experts ~~(désignés par le président et/ou les organisations syndicales)~~ et personnes qualifiées sont convoqués par le président quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion. Ils n'ont pas voix délibérative. »

Article 12 : « Les représentants suppléants du personnel au CSAE et à la formation spécialisée qui n'ont pas été convoqués pour remplacer un représentant titulaire défaillant peuvent assister aux réunions concernées ~~[mais sans pouvoir prendre au part aux débats ni aux votes]~~ et prendre part aux débats, mais sans pouvoir participer aux votes. »

² : Les attributions du CSAE sont fixées par l'article L253-1 du code général de la fonction publique et le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat (articles 48 à 52).

Article 13 : « Seuls les représentants du personnel titulaires participent ~~[aux débats et]~~ aux votes. Les représentants du personnel suppléants ne peuvent prendre part ~~[aux débats et]~~ aux votes qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent. »

Article 17 : « Les personnes participant, à quelque titre que ce soit, aux travaux du comité social d'administration d'établissement ou de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail sont tenues à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne les ~~[informations]~~ pièces et documents dont ils ont connaissance à l'occasion de ces travaux. »

Article 18 : « Toute proposition portant modification du présent règlement intérieur doit faire l'objet d'un vote du comité social d'administration d'établissement et obtenir au moins ~~[les deux tiers]~~ la moitié des voix des membres présents ayant voix délibérative. »

Article 22 : « [...] Ce secrétaire adjoint de séance peut être soit un représentant du personnel ayant voix délibérative, soit un représentant suppléant du personnel assistant, en vertu de l'article 12 du présent règlement supérieur, aux réunions du comité sans pouvoir prendre part ~~[aux débats ni]~~ aux votes. »

- Dispositions propres à la formation spécialisée SSCT :

Article 29 :

1^{er} alinéa : « [...] Le secrétaire est élu lors de l'installation de la formation spécialisée pour ~~[la durée du mandat des membres de la FS-SSCT]~~ une durée de deux ans et à chaque renouvellement de la formation. »

3^{ème} alinéa : « Dans les mêmes conditions, il est élu un secrétaire suppléant parmi les représentants titulaires ou suppléants à la formation spécialisée. »

Article 31 : « Le président informe, dans les mêmes délais que les représentants du personnel, le conseiller de prévention et le médecin du travail de l'établissement – ainsi que l'inspecteur santé et sécurité au travail – des réunions de la formation spécialisée, de l'ordre du jour et leur transmet l'ensemble des éléments adressés aux représentants titulaires du personnel au titre de l'article 4 du présent règlement intérieur. »

🔗 **Le président de séance soumet au vote le règlement intérieur sous réserve des modifications apportées au projet initial → 10 votants : 10 voix POUR (3 FSU / 2 SGEN-CFDT / 2 SNPTES-UNSA / 2 FO-ESR / 1 CGT-FERCSUP).**

CRÉATION DE L'UFR D'ODONTOLOGIE :

Le président de séance présente le projet de création d'une UFR d'odontologie à l'UPJV (cf. annexe).

J.-P. KAUFMANT constate un déficit sur le budget prévisionnel les premières années.

La Directrice Générale des Services précise que ce déficit est dû aux travaux d'aménagement des locaux. À ce titre, le fonds de roulement de l'établissement sera utilisé pour la prise en charge de ces travaux.

L. ZABIJAK souhaite savoir si des recrutements de personnels BIATSS sont prévus alors qu'on ne parle que de recrutements d'enseignants-chercheurs HU.

La Directrice Générale des Services répond que dès 2023 est prévu le recrutement d'un technicien (en gestion administrative et financière), puis une montée en charge des recrutements jusqu'en 2028 (avec des postes de gestionnaire de scolarité, de prothésiste dentaire, d'ingénieur pédagogique...). Par ailleurs, il est prévu une administration commune entre l'UFR de médecine et l'UFR d'odontologie.

J.-P. MORIN s'interroge sur la création d'une UFR et non d'un département.

Le président de séance répond que la volonté du ministère est de créer des UFR d'odontologie pour donner plus de visibilité à ces composantes.

FO-ESR ne prend pas part au vote du fait de l'envoi tardif des documents.

🔗 **Le président de séance soumet au vote la création de l'UFR d'odontologie → 10 votants : 7 voix POUR (3 FSU / 2 SGEN-CFDT / 2 SNPTES-UNSA) / 3 ne prennent pas part au vote (2 FO-ESR / 1 CGT-FERCSUP).**

■ QUESTIONS DIVERSES :

- **Pour la FSU :**

« Question relative au manque de personnel technique à Cuffies.

Les collègues enseignants en STAPS de l'antenne de Cuffies sont dans une situation qualifiable "d'abandon logistique", qui dégrade leurs conditions de travail et les conditions d'étude des étudiants.

En effet, c'est l'équipe logistique du pôle sport d'Amiens qui est en charge de la logistique à l'antenne de Cuffies, ce qui implique 4h de route A/R à chaque intervention et limite grandement les déplacements. Les demandes simples de ces collègues (obtention d'un câble hdmi ou réglage de matériel de vidéo projection) sont renvoyées aux calendes grecques (délai de 6 mois, voire 1 an !), et encore quand une réponse leur est donnée...

Que compte faire l'administration pour remédier à cette situation ? »

La Directrice Générale des Services souligne que ce constat est partagé. Face à ces difficultés, la meilleure réponse est de créer sur Soissons une coordination commune à l'UFR des STAPS, l'IUT de l'Aisne et la BU (sur le même modèle de ce qui a été fait à Saint-Quentin, entre l'IUT et l'INSSET). Des propositions vont être à ce titre faites aux services concernés.

Pour information, la Directrice Générale des Services précise qu'un groupe de travail sur les agents non titulaires (carrière, rémunération...) doit être lancé. Les organisations syndicales seront donc prochainement sollicitées pour désigner leurs représentants (2 par organisation) à ce groupe de travail.

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence d'autres questions, la séance est levée à 11h25.

Fait à AMIENS, le **15 FEV. 2023**

Le président de séance,



Vincent NIOT

Le secrétaire de séance,



Emmanuel BERTHE

La secrétaire adjointe
de séance,



Luciane ZABIJAK

Création de l'UFR d'odontologie

Intérêt du projet :

- Offre de soins inégale sur le territoire français / Création de l'UFR : réponse nécessaire à la demande croissante de soins
- Déficit de praticiens libéraux
- En Picardie : 37 chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants (Moyenne nationale : 62 pour 100 000)
- Corrélation entre lieu de formation des étudiants et installation professionnelle
- Vraie valeur ajoutée pour les territoires (CH périphériques)

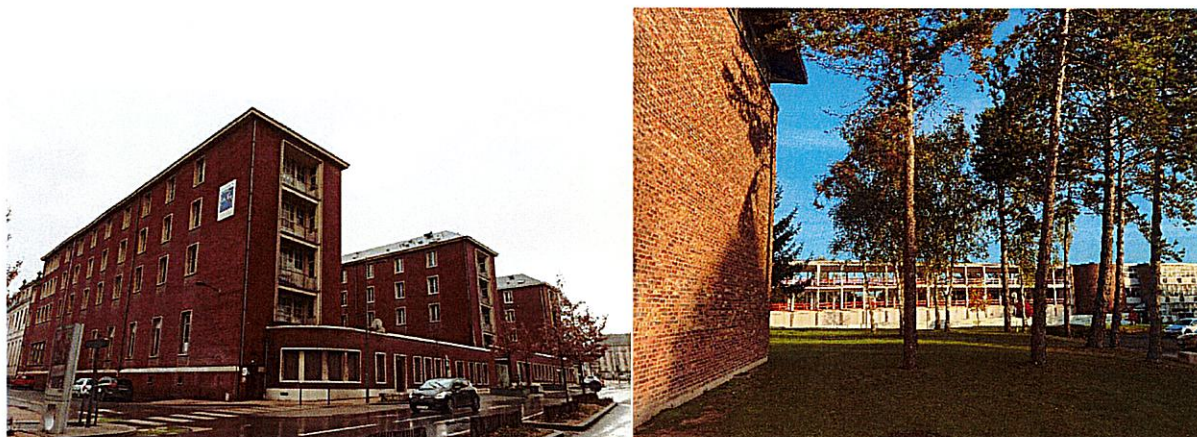
Projet de création d'une unité de formation et de recherche en odontologie :

- Projet ambitieux, raisonné, nécessaire
- Partenariat avec Reims qui fait sens par rapport aux relations étroites antérieures entre l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) et l'UPJV
- Démographie / déficit de praticiens en faveur de la réussite du projet
- Coopération avec tous les partenaires et acteurs du projet (CO, ARS, URPS, région Hauts-de-France)
- Fédérer des énergies volontaires et initiatives locales au service du territoire et de la population

Projet immobilier du bâtiment universitaire :

En 2 phases :

- Phase provisoire : au pôle Saint-Charles en septembre 2023
- Phase définitive : réhabilitation du bâtiment B du campus du Thil en septembre 2024



Organisation des enseignements :

- Ressources locales pour les enseignements de médecine (équipe UFR de médecine - UPJV) et montée en charge des recrutements prothèses (2024), odontologie pédiatrique (2025), parodontologie (2026)
- Cours en distanciel synchrones, asynchrones et capsules d'enseignements par l'équipe enseignante de l'UFR Odontologie de Reims
- Rédaction d'une nouvelle convention entre l'URCA et l'UPJV / 1^{er} semestre 2023
- Lien fort avec EPIONE et SIMUSANTÉ et avec le laboratoire CHIMÈRE

Nombre d'étudiants en parcours odontologie à l'UPJV par année :

	Numerus apertus	DFGSO2	DFGSO3	DFASO4	DFASO5	6 ^{ème} an	Stagiaires de 6 ^{ème} an URCA en Hospitalier Picardie
		Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs
2022-2023	28	28	28	28	28	0	12
2023-2024	48	28	28	28	28	0	15
		20					
2024-2025	50	20	28	28	28	0	20
		26	20				
2025-2026	50	10	20	28	28	0	20
		32	26	20			
2026-2027	50	40	10	20	28	0	28
			32	26	20		
2027-2028	50	50	40	10	20	20	28
				32	26		
2028-2029	50	50	50	40	10	40	10
					32		
2029-2030	50	50	50	50	40	32	0

ETUDIANTS UPJV / ETUDIANTS URCA

Budget prévisionnel :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Budget UFR - Dotation annuelle		67 000 €	84 200 €	124 400 €	160 000 €	225 000 €	255 000 €	310 000 €	330 000 €
Fonctionnement		67 000 €	84 200 €	124 400 €	160 000 €	210 000 €	240 000 €	290 000 €	300 000 €
Fournitures pédagogiques et consommables		16 000 €	20 000 €	25 000 €	30 000 €	40 000 €	45 000 €	50 000 €	55 000 €
Trousses des étudiants		44 000 €	57 200 €	70 400 €	88 000 €	110 000 €	110 000 €	110 000 €	110 000 €
Maintenance des équipements pédagogiques				20 000 €	30 000 €	40 000 €	60 000 €	100 000 €	100 000 €
Autres dépenses		7 000 €	7 000 €	9 000 €	12 000 €	20 000 €	25 000 €	30 000 €	35 000 €
Investissement						15 000 €	15 000 €	20 000 €	30 000 €
Masse salariale	10 503 €	189 002 €	391 232 €	605 297 €	923 953 €	1 217 323 €	1 450 026 €	1 613 921 €	1 703 072 €
Travaux d'aménagements des locaux	150 000 €	850 000 €	500 000 €						
Dotation aux amortissements			50 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €	75 000 €
TOTAL Dépenses	160 503 €	1 106 002 €	1 025 432 €	804 697 €	1 158 953 €	1 517 323 €	1 780 026 €	1 998 921 €	2 108 072 €
Recettes	65 928 €	180 000 €	414 000 €	702 000 €	1 062 000 €	1 512 000 €	1 908 000 €	1 998 000 €	2 160 000 €
SCSP	0 €	180 000 €	414 000 €	702 000 €	1 062 000 €	1 512 000 €	1 908 000 €	1 998 000 €	2 160 000 €
Solde	-94 575 €	-926 002 €	-611 432 €	-102 697 €	-96 953 €	-5 323 €	127 974 €	-921 €	51 928 €